



## ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

### **Contre le processus de privatisation de La Poste, pour un service public de qualité !**

*La Direction de La Poste et le Gouvernement ont décidé d'ouvrir le capital de La Poste et de transformer l'Etablissement Public en Société Anonyme (S.A.), ouvrant la voie à la privatisation totale. La Poste est un des principaux services publics de proximité. C'est surtout un service ouvert à tous, qui garantit l'égalité d'accès et de tarification sur tout le territoire national et qui joue un rôle de lien social irremplaçable pour nos concitoyens, notamment les plus fragiles et les plus isolés.*

Le changement de statut et l'ouverture du capital de La Poste soumettraient la gestion de l'entreprise aux seules exigences de ses actionnaires, au détriment des missions de service public. Cela conduirait à l'abandon des activités jugées peu rentables, avec des conséquences graves pour la population et pour l'aménagement du territoire.

Les élus communistes et républicains ne sont pas dupes des promesses réservant le capital aux seuls acteurs publics. Le changement de statut entraînera inéluctablement l'ouverture du capital à des acteurs privés et, de fait, une privatisation à court terme.

**C'est pourquoi ils demandent que le projet de changement de statut et d'ouverture du capital de La Poste soit abandonné. Ils exigent au contraire que des moyens nouveaux soient accordés à l'établissement.**

Un financement pérenne doit ainsi être assuré afin que la qualité du service public soit restaurée puis améliorée. Le service public postal s'est en effet fortement dégradé ces dernières années du fait des décisions des instances dirigeantes de l'établissement. Les députés communistes, républicains et du Parti de Gauche ont à cet égard demandé le mois dernier la création d'une commission d'enquête sur la politique de présence territoriale de La Poste.

Partie prenante du « Comité National contre la privatisation de La Poste », l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains soutient l'initiative de **Consultation citoyenne le 3 octobre 2009 « contre la privatisation de la Poste, pour un débat public, pour un référendum sur le service public postal ».**

Nous appelons tous les élu-es, les salarié-e-s, les usagers à participer massivement et à faire reculer le gouvernement. Les élus communistes et républicains mettront en particulier tout en œuvre pour que cette consultation puisse notamment se tenir dans les collectivités où ils siègent.

**Le gouvernement a décidé de changer le statut de la Poste  
sans demander leur avis aux citoyens.**

**Usagers, salarié-e-s, élu-es locaux,  
nous avons notre mot à dire !**

Montreuil, le 29 juillet 2009